HAL
open science

# Repenser le lien entre violences et États au Caucase

Aude Merlin, Silvia Serrano

## To cite this version:

Aude Merlin, Silvia Serrano. Repenser le lien entre violences et États au Caucase. Dynamiques Internationales, 2012, 6, pp.1-11. hal-01533783

**HAL Id: hal-01533783**

**https://hal.science/hal-01533783v1**

Submitted on 6 Jun 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Repenser le lien entre violences et États au Caucase

Aude Merlin*, CEVIPOL, ULB

Silvia Serrano*, CERCEC, EHESS

L'effondrement de la seconde puissance mondiale et la fin de la guerre froide ont généralement été décrits comme des processus pacifiques car ils n'ont donné lieu à aucune révolution violente, coup d'état militaire ou répression sanglante. Pourtant, des conflits d'intensité et de durée variables ont éclaté dans les périphéries de l'ancien Empire, en particulier au Caucase : Prigorodny, Tchétchénie au Nord ; Abkhazie, Ossétie du Sud, Haut-Karabagh, au Sud[1].

Les violences au Caucase, après avoir été un temps vues comme un avatar de la « transition post soviétique », phénomène éphémère lié à une période de grande instabilité, ont été expliquées selon deux grilles opposées (Urjewicz, 1993, Cheterian, 2008). L'une mettait l'accent sur les spécificités historiques et culturelles de la région, sur les antagonismes séculaires, ou le nationalisme ethnique. Pour l'autre, les facteurs exogènes apparaissent déterminants : les conflits locaux étaient les effets d'une confrontation globale, d'un dernier front de la guerre froide, dont était rendus responsables l'atavisme d'une Russie héritière de l'URSS ou les velléités d'expansion du néo-impérialisme américain (Asmus, 2010, Cornell, Starr, 2009, Minassian, 2006, 2011).

Si la dernière guerre ouverte, celle qui a vu s'opposer la Géorgie et la Fédération de Russie à propos des régions séparatistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie[2] date d'août 2008, les violences sont quasi-quotidiennes au Caucase du Nord, tandis qu'au Sud, la question des statuts n'est pas close. Un nouvel équilibre des forces s'est instauré,

---

* Silvia Serrano est maître de conférences en science politique à l'Université d'Auvergne, chercheur au Centre d'étude du monde Russe, Caucasien et Centre-européen (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Paris). Aude Merlin est maître de conférences en science politique à l'Université libre de Bruxelles, membre du CEVIPOL (www.cevipol.be). Elles ont récemment dirigé l'ouvrage collectif *Ordres et désordres au Caucase*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2010.

[1] Des conflits ont éclaté ailleurs dans l'espace soviétique, en particulier en Asie centrale (Tadjikistan) et dans les marges occidentales (Transnistrie), mais le Caucase concentre la plus grande densité de conflits, de différents types. Certains conflits sont typiques de la confrontation entre le principe d'intangibilité des frontières et celui de l'autodétermination des peuples. Certains des nouveaux États indépendants sont confrontés à des séparatismes internes, C'est ainsi que les conflits osséto-géorgien (1992-1992), abkhazo-géorgien (1992-1993) ou arméno-azéri au Karabakh (1992-1994) éclatent et les cessez-le-feu qui mettent un terme à la violence n'aboutissent pas à la résolution de ces conflits, souvent qualifiés de « gelés ». Dans le cas tchétchène, le conflit trouve aussi sa source dans la confrontation entre ces deux principes, mais se déroule sur une très longue durée (1994-1996, puis la guerre reprend en 1999) et provoque des pertes humaines de très grande ampleur (Merlin, Serrano, 2010).

[2] Le 7 août 2008, après plusieurs jours d'escarmouches entre forces ossètes et géorgiennes, l'armée géorgienne lançait une offensive sur Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud. En réaction, la Fédération de Russie envoyait ses troupes en Géorgie et reconnaissait, le 26 août, les indépendances abkhaze et sud-ossète.

sanctionnant une présence militaire russe accrue, mais les différends sur le tracé des frontières internationales risquent de perdurer et de peser sur les itinéraires politiques sur le long terme. En bref, les évolutions récentes tendent à confirmer l'importance des conflits dans le dessin des frontières et dans la formation et la transformation des États.

L'heure est donc venue, près de vingt ans après leur déclenchement, de se pencher avec de nouvelles interrogations sur les conflits ethno-territoriaux au Caucase, en mettant l'accent sur les dynamiques et l'articulation entre conflits et trajectoires étatiques, et en dépassant les cadres simplistes d'une opposition entre explications par les facteurs exogènes et explications par les facteurs endogènes. Dans quelle mesure la violence est-elle un élément structurant des trajectoires étatiques postsoviétiques caucasiennes ?

## Repenser la région caucasienne

L'interrogation sur les parcours étatiques (même inachevés, puisque certains n'ont pas abouti à l'indépendance) incite à intégrer dans une même réflexion des entités jouissant de statuts très différenciés au regard du droit international (non reconnus, reconnus, reconnus par un nombre très restreint d'États), justement parce que les conflits sont l'une des variables explicatives des logiques aboutissant à ces statuts.

Certes, que de dissymétries entre, d'une part, la Fédération de Russie, ancienne puissance coloniale ayant hérité de l'essentiel de la seconde armée au monde et des arsenaux stratégiques et, d'autre part, les États nouvellement indépendants du Caucase du Sud. Que de dissymétries encore entre les Républiques fédérées du Caucase du Nord dont certaines, comme la Tchétchénie, ont longtemps espéré l'indépendance, et les États *de facto* abkhaze et sud-ossète, aux agendas d'ailleurs parfois dissemblables et qui se trouvent aujourd'hui dans une voie d'intégration avec la Fédération de Russie.

La diversité des entités étatiques au Caucase prive-t-elle pour autant de pertinence une approche globale ? Il nous paraît au contraire indispensable d'étudier le Caucase dans son ensemble, pour plusieurs raisons.

La guerre de l'été 2008, en mettant en cause la frontière internationale russo-géorgienne, a fragilisé la délimitation entre Caucase du Nord et du Sud. Plus que jamais, le Caucase dans sa globalité forme un système de sécurité. Les liens entre les évolutions à l'œuvre sur les deux versants sont multiples et anciens : flux licites ou illicites, passerelles entre combattants (participation de Tchétchènes aux opérations en Abkhazie ou en Ossétie du Sud à plusieurs reprises, et encore à l'été 2008), peuples présents de part et d'autre de la chaîne de montagnes (Ossètes, Lezguines, Circassiens). La Fédération de Russie, après être intervenue en Géorgie au prétexte de défendre ses citoyens –Ossètes du Sud et Abkhazes s'étant vu distribuer des passeports russes-, a installé des bases à quelques dizaines de kilomètres de Tbilissi[3].

[3] Des accords bilatéraux ont été signés en février et avril 2010 sur la présence de bases militaires russes en Abkhazie et en Ossétie du Sud pour une durée de 49 ans.

L'interdépendance mérite cependant d'être nuancée. L'embrasement général du Caucase, régulièrement annoncé par les Cassandre, ne s'est en effet pas réalisé, et la reconnaissance par Moscou des indépendances abkhaze et sud-ossète n'a pas créé un précédent fortifiant les aspirations séparatistes d'autres peuples de la région comme certains l'avaient craint… ou espéré. Au contraire, la multiplication des frontières, des obstacles administratifs, les difficultés de déplacement accentuent l'érosion du sentiment d'appartenance à une même aire culturelle, à une « région vécue ».

Mais la réactivation régulière des politiques régionales montrent que la région « Caucase » continue à faire sens politiquement, au moins pour certains acteurs. Ainsi n'est-ce pas un hasard si la Géorgie, affaiblie par les pertes territoriales, multiplie les initiatives envers le Caucase du Nord (dérogation au régime des visas pour les ressortissants des Républiques nord-caucasiennes, reconnaissance officielle par le parlement géorgien du « génocide circassien », diffusion d'une chaîne de télévision russophone, promotion d'un Caucase uni (Civil.ge, 2010, 2011)) et les programmes de développement des zones montagneuses frontalières (aménagement de stations de ski et ouverture de lignes aériennes régulières avec la Svanétie). De même, on voit comment l'horizon des jeux olympiques d'hiver de Sotchi en 2014 implique, qu'on le veuille ou non, des interdépendances entre Sud et Nord du Caucase, Sotchi, en Fédération de Russie, se trouvant néanmoins à quelques kilomètres de la frontière abkhaze, et l'aéroport de Soukhoumi étant susceptible d'être largement mis à contribution. Le choix de Sotchi n'est pas fortuit de la part de Moscou et s'inscrit dans une approche systémique de la région également.

## Des États face à la mondialisation

Le Caucase était resté, pendant les décennies soviétiques, coupé du monde par une des frontières internationales –celle qui séparait l'URSS de la Turquie- les plus étanches de la guerre froide. Selon des modalités diverses, en tant que région de la Fédération de Russie pour le Caucase du Nord, ou sous forme d'Etats indépendants pour le Sud, il fait son entrée dans le monde globalisé. L'un des traits majeurs des évolutions des vingt dernières années est la multiplication des acteurs présents : acteurs étatiques ou supra-étatiques (UE, Etats-Unis, puissances régionales, OTAN, etc.)[4] dans le cas du Caucase du Sud (Serrano, 2007) ; acteurs non-étatiques au Nord comme au Sud (anciennes diasporas, ONG, réseaux islamistes, notamment).

[4] L'abandon du terme russo-centré de Transcaucasie témoigne d'un changement de regard.

On ne peut pour autant réduire l'effet des externalités à un jeu d'influences d'acteurs étrangers déplaçant leurs pions sur un échiquier : c'est la logique même de l'insertion des nouveaux États dans le système global qui vient modeler leur rapport au conflit, fournissant de nouveaux instruments de gestion et de résolution, donnant lieu à des usages inédits et des ressources auparavant inexistantes. L'analyse de l'articulation entre trajectoires étatiques et violence se doit d'intégrer ce jeu multiple, entre parties belligérantes et contexte international. Les itinéraires caucasiens ne peuvent pas non plus, en effet, être analysés indépendamment du positionnement international des acteurs locaux, et cette ouverture a modifié jusqu'aux données qui semblaient intrinsèquement endogènes, telles les identités collectives.

La littérature existante sur les dimensions internes des évolutions au Caucase avait surtout mis l'accent sur les identités et les mobilisations nationales des années 1980 et 1990, dont le rôle a été fondamental dans l'effondrement de l'URSS. Critiquant les interprétations essentialistes des conflits vus comme le jeu d'antagonismes ethniques, de nombreux auteurs ont étudié l'impact des discours, des représentations, mais aussi des pratiques adossées à l'ethnicité depuis de longues décennies (Martin, 2001, Martin, Suny, 2001, Shnirelman, 2001, Gordadze, 1999, Mouradian, 1990, Radvanyi, 1998). Les mobilisations identitaires restent incontestablement un élément clef des scènes politiques caucasiennes, mais leur nature et leur rôle ont évolué depuis les années 1990. On a en effet assisté, si ce n'est à une érosion, du moins à une transformation des nationalismes liée, dans certains cas (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie) à l'accession à l'indépendance, et dans d'autres (Tchétchénie) à l'échec des projets politiques qu'ils portaient. Au Caucase du Nord, la faillite des aspirations nationales débouche sur une islamisation des identifications collectives et une régionalisation de l'affrontement armé. Ce mouvement de dé-sécularisation du nationalisme touche également la Géorgie, où l'orthodoxie est de plus en plus étroitement associée à l'idée nationale, des projets politiques se revendiquant comme endogènes et critiquant la mise sous tutelle étrangère des pouvoirs étatiques pourtant formellement indépendants. Les rapports de causalités s'inversent donc : ces nationalismes métamorphosés et modelés par le nouveau contexte international, produits des trajectoires étatiques, apparaissent moins comme étant à l'origine des conflits que comme conséquence de ces derniers.

## Violence et trajectoires étatiques

Les logiques de construction, reconstruction, consolidation des États, aujourd'hui déterminantes, méritent donc d'être interrogées plus directement et dans ce contexte, le fait de désenclaver et globaliser les études sur le Caucase en mobilisant les outils forgés à partir d'autres « périphéries » peut être particulièrement fécond. Le Caucase, et plus généralement, l'ensemble de

l'espace postsoviétique sont en effet longtemps restés marginaux dans les réflexions sur le postcolonial, notamment en raison des spécificités de l'URSS et du prisme idéologique qui a présidé à son étude durant la guerre froide. Les débats ne sont d'ailleurs pas tranchés sur la nature du projet « impérial », tandis que la qualification de « colonial » pour définir l'empire tsariste (Mouradian, 2005) et plus encore l'URSS reste discutable. L'originalité très forte des États issus de l'ancienne seconde puissance mondiale et « patrie du socialisme » ne doit toutefois pas interdire d'utiliser, dans une visée heuristique, les questionnements nés de l'étude des trajectoires étatiques des États issus de la décolonisation[5]. Et ce d'autant que les processus de formation des entités stato-nationales au Caucase, y compris à certains égards de la Russie, présentent plus de similitudes avec les États non occidentaux qu'avec la formation des Etats-nations européens.

C'est d'autant plus précieux pour ce qui nous concerne, que le questionnement classique de science politique sur l'articulation entre guerre et formation de l'État a peu à peu quitté le terrain européen (Tilly, 1985, Elias, 1975) pour nourrir l'analyse des États postcoloniaux et périphériques (Blom, 2006).

Quelques questions méritent ainsi d'être posées.

*Conflits et promotion des élites*

La première question est celle des élites portées au pouvoir dans un contexte où la guerre a coïncidé avec l'émergence des structures étatiques indépendantes. Le financement des opérations armées a ainsi pu bénéficier au personnel politique, comme ce fut le cas par exemple de l'apport, au début des années 1990, de la diaspora arménienne dans le financement du conflit du Haut-Karabagh. Les hostilités, puis la crainte de nouvelles guerres possibles ont fourni – et continuent à fournir- non seulement des ressources de légitimation politique interne, mais aussi les conditions du contrôle des moyens de la violence. Le cas le plus notoire est celui de l'Arménie, où les deux derniers présidents sont originaires du Haut-Karabagh, où ils ont participé aux combats contre les Azéris.

En Tchétchénie en revanche, l'ancien commandant en chef de l'armée indépendantiste Aslan Maskhadov qui accède au pouvoir à l'issue de la première guerre en 1997 n'a jamais détenu le monopole de la coercition, tandis que la centralisation de l'appareil répressif qui se fait sous l'égide de Ramzan Kadyrov depuis le milieu des années 2000 est imputable à d'autres ressources que son éphémère passé d'ancien combattant indépendantiste durant la première guerre.

[5] La continuité territoriale, le mode d'administration des populations autochtones, les possibilités de promotion et d'intégration des élites, distinguent fortement l'Empire tsariste des empires coloniaux européens, l'énoncé du projet idéologique, le système d'exploitation économique sont quant à eux des spécificités fortes de l'URSS (Buttino, 2003).

Les évolutions postérieures à la guerre d'août 2008 et la reconnaissance par la Fédération de Russie de l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud ont confirmé que les contours des États se modelaient dans le conflit. Elles rappellent également que la guerre reste une puissante ressource de légitimation des pouvoirs en place et de consolidation des appareils. Qui aurait parié sur le maintien au pouvoir de M. Saakachvili dans l'immédiat après-guerre, alors qu'il était tenu pour comptable du début des hostilités et de la défaite, tant par la communauté internationale que par une part importante de ses concitoyens ? Les réflexes d'union contre la menace extérieure et le maintien des soutiens politiques et financiers étrangers se sont, jusqu'aujourd'hui du moins, conjugués pour maintenir les élites au pouvoir à Tbilissi, tandis que dans les Etats *de facto*, les marges de manœuvres des dirigeants locaux par rapport à Moscou se sont réduites. Les dirigeants sud-ossètes sont par exemple directement mis en place par le pouvoir fédéral russe.

*Centralisation de l'appareil répressif*

La seconde question porte sur la centralisation de l'appareil répressif, de la « rationalité de la sous-traitance », selon les termes d'A. Blom. Incontestablement, dans l'ensemble des États de la région étudiée ici, des armées nationales se sont constituées, parfois par dissolution, parfois par intégration des forces armées héritées de l'URSS et cooptation des formations privées, sans toutefois que disparaisse la sous-traitance de la coercition. Est-ce à dire que consolidation de l'État et (re)centralisation des instruments de la contrainte iraient nécessairement de pair ? Les exemples caucasiens, dans leur diversité, illustrent le caractère simplificateur de l'adéquation entre les deux.

Au Caucase du Nord, en Tchétchénie notamment, la délégation assumée de la violence à des élites locales a pu être une condition du redéploiement de l'État fédéral. La présence massive de forces armées russes du ministère fédéral de la Défense ou de l'Intérieur, qu'il s'agisse de la première guerre (1994-1996) ou des premières années de la deuxième, relancée en 1999, n'avait pas permis le contrôle du territoire tchétchène et c'est le transfert progressif des instruments de répression et du pouvoir effectif à des groupes tchétchènes qui a mis en œuvre, sur fond de « tchétchénisation » du conflit[6], la réinsertion au moins partielle de la Tchétchénie dans l'espace politique russe. Désormais, certains services publics fonctionnent, les salaires et retraites sont versés, les fonds fédéraux ont permis une certaine reconstruction du pays, en dépit de prélèvements illicites qui ont enrichi les élites au pouvoir. Les groupes armés, milices semi-privées

[6] Après deux guerres très meurtrières ayant conduit à une décimation de la population civile et l'élimination ou l'exil d'un nombre important de combattants tchétchènes indépendantistes, un régime de terreur a été installé par Moscou avec la mise en place de Ramzan Kadyrov à la tête de la République de Tchétchénie (Malachenko, 2009, Basnoukaev in Merlin, Serrano, 2010).

constituées autour d'anciens chefs de guerre contraints de prêter allégeance ou physiquement éliminés, ont été centralisés sous la houlette de Kadyrov, dont la soumission à Moscou a été la condition de son arrivée au pouvoir et de l'exercice de ce dernier. Même si ses structures de force échappent en partie au contrôle de Moscou (Malachenko, 2009, 2011, Baev, 2011), l'ampleur du recrutement des anciens combattants indépendantistes dans des structures de force étatiques (MVD local et en particulier OMON, Neftepolk, régiment Akhmad Khadji Kadyrov, PPSM-2) et la politique d'assujettissement à un pouvoir tchétchène dit « pro russe » sont sans précédent en Tchétchénie post soviétique. Le contexte de la lutte contre le terrorisme, qui donne lieu à l'introduction répétée du régime spécial en différents lieux (en Tchétchénie mais aussi ailleurs au Caucase du Nord -Daghestan, Ingouchie, Kabardino-Balkarie en particulier-) a également influé sur le fonctionnement de l'appareil répressif. Conjuguée à des régressions en matière de droits civils et politiques et de façon plus globale à un recul anti démocratique, la lutte contre le terrorisme a opportunément permis de mettre entre les mains de l'État fédéral certaines prérogatives[7].

La puissance des logiques clientélistes, des loyautés personnelles et des logiques privées au sein de l'administration questionne toutefois la solidité de ce modèle de reconstruction de l'Etat, alors que bien d'autres évolutions témoignent d'une dérive croissante entre le Caucase du Nord et le reste de la Russie. En ce sens, la restauration de la « verticale du pouvoir » annoncée par V. Poutine en 2000 est, dans le cas nord-caucasien, certes incarnée par l'allégeance proclamée des élites locales nommées par Moscou[8] et les scores électoraux massivement favorables au parti du pouvoir « Russie unie », mais les actes de violence quotidiens commis contre les forces de l'ordre témoignent de la friabilité du modèle.

La Géorgie paraît l'exemple *a contrario* où la consolidation et la rationalisation de l'appareil répressif, en encourageant l'affrontement armé, ont entraîné un affaiblissement de l'Etat et *in fine* la perte d'une part importante du territoire. La priorité de M. Saakachvili, à son arrivée au pouvoir en 2004, était en effet de mettre un terme aux zones grises et d'affirmer l'égal déploiement de l'Etat sur l'ensemble du territoire, en mettant l'accent sur la capacité à collecter l'impôt et à lutter contre la contrebande ; ces projets, qui avaient amené les autorités à fermer le grand marché d'Ergneti, où étaient vendus des biens en provenance de Fédération de Russie, ont, au bout du compte, entraîné les premières escarmouches en Ossétie du Sud en 2004. Parallèlement, les financements étrangers des programmes d'armement et de modernisation de l'armée avaient donné l'illusion d'une capacité de défense nationale surévaluée.

[7] Et d'accroître l'arbitraire de certains segments des forces de l'ordre ou de structures policières. (FIDH, 2009).

[8] L'élection au suffrage universel des gouverneurs et chefs ou Présidents de Républiques fédérées a été supprimée dans toute la Russie en 2004.

*Les financements de la guerre*

La troisième question porte sur le lien entre insertion dans la mondialisation et financements de la guerre. Comme on l'a vu, une des caractéristiques du Caucase postsoviétique est la globalisation des enjeux et les dernières années ont ainsi été marquées par l'activisme accru des Etats-Unis, la volonté de la Russie de réaffirmer ses ambitions et un engagement plus fort de l'Union européenne dans son voisinage oriental (Mitchell, 2008, Asmus, 2010, Rupnik, 2007, Delcour, Tulmets, 2008, Daucé, Serrano, 2008). De nombreux ouvrages récents consacrés au Caucase abordent, souvent avec beaucoup de pertinence et de précisions, les dimensions géopolitiques et géostratégiques, faisant une large place à la question des hydrocarbures, du Grand Jeu, des influences américaines, russes, européennes ainsi que celles des puissances régionales -Iran, Turquie- (Serrano, 2009, Minassian, 2006, Cornell, Starr, 2009), dans le contexte de l' « après-Kosovo ». La présence de ces nouveaux acteurs, dans les analyses, n'est cependant pas toujours corrélée aux modes de financements de la violence, question fondamentale dans la formation des États.

Alors que le rôle joué par la guerre dans le sens de la formation des Etats-nations européens tient également à la centralisation de la collecte de l'impôt, dans le cas des Etats périphériques la guerre n'occupe qu'une place marginale, car c'est l'exportation des biens ou l'aide internationale, et non la fiscalité, qui permettent de la financer. Les Etats du Caucase, où la consolidation des appareils militaires dépend principalement des programmes d'exportation d'hydrocarbures ou de liens de clientèle avec les grandes puissances, présentent différents visages de cette « militarisation dépendante » dont parle C. Tilly (Tilly, 1992). Dans le cas azerbaïdjanais, c'est bien le revenu des produits pétroliers qui a en grande partie permis l'envolée des dépenses militaires dans la décennie 2000. A titre d'exemple, elles étaient de 135 M $ en 2003, s'élevaient à 1 Milliard 850 Mlns de $ en 2008 et totaliseront 3,12 milliards $ pour l'année 2011 (ICG, 2011), sur un budget total de l'État de 15,9 milliards de $. Tout au long de la présidence d'Ilham Aliev, les dépenses militaires officielles de l'Azerbaïdjan ont été ainsi multipliées par vingt.

Quant à la Géorgie, les logiques de patronage ont favorisé l'escalade fulgurante des dépenses de défense. La part du budget consacrée aux dépenses militaires est passée de 1.1 % en 2003 à 9.2 % en 2007, à la faveur d'une aide en provenance des Etats-Unis notamment (SIPRI, 2011).

En Russie, on a un modèle hybride. En effet, on a pu voir un glissement net s'opérer entre la première et la deuxième de guerre de Tchétchénie en la matière. Si la première guerre a été largement financée par les aides du FMI à la Russie, la conduite de la deuxième guerre par l'Etat fédéral a été rendue possible par la rente pétrolière qu'a amplifiée la hausse des prix des hydrocarbures sur le marché mondial à partir de la fin des années 1990.

## Conclusion

La violence a modelé les itinéraires des Etats caucasiens, (re)dessinant les frontières, asseyant les élites au pouvoir, assurant leur légitimité intérieure et leurs tutelles extérieures, formatant les processus de centralisation bureaucratique. Est-ce à dire qu'elle a joué un rôle structurant, dans le sens où elle aurait été aux fondements de la consolidation étatique ? La menace de la guerre reste présente, même là où les armes se sont tues. En réalité, la guerre a entravé plus qu'elle n'a permis la centralisation, l'institutionnalisation et la pérennisation des appareils, et donc leur autonomisation par rapport aux groupes au pouvoir, si bien qu'on peut se demander, au bout du compte, si elle ne consolide pas plus les arrangements personnels qu'une construction étatique, au moins dans certains cas.

A des degrés certes différents, on sait que les logiques contractuelles qui président au maintien au pouvoir de certains hommes forts sont conjoncturelles. Par exemple, l'élimination de R. Kadyrov a été régulièrement prophétisée par différents experts et analystes, depuis son arrivée au pouvoir en Tchétchénie. Or il est toujours là, preuve que les arrangements peuvent s'inscrire dans la durée. Il n'est reste pas moins, contrairement à ce qu'ont voulu croire de nombreux observateurs occidentaux, que la consolidation de l'État russe reste relative, tant l'ordre imposé par la violence est inféodé aux logiques clientélistes.

La reprise en main par les pouvoirs en place peut donner l'illusion d'une consolidation étatique, mais il n'est pas certain que les modes de déploiement de l'Etat reposant sur des arrangements conjoncturels puissent survivre aux changements de personnel, se pérenniser et s'autonomiser.

**Bibliographie**

ASMUS, Ronald D., *A Little War that Shook the World. Georgia, Russia, and the Future of the West,* Palgrave Macmillan, New York, 2010.

BAEV, Pavel, *« Les mutations du terrorisme au Caucase du Nord »,* IFRI, juillet 2011.

BLOM, Amélie, *« La guerre fait l'État » : trajectoires extra-occidentales et privatisation de la violence,* C2SD, Thématiques n°2, 2006, URL :

http://www.c2sd.sga.defense.gouv.fr/IMG/pdf/thematique2charte.pdf, consulté le 2 août 2009.

BUTTINO, Marco, *La rivoluzione capovolta. L'Asia centrale tra il crollo dell'impero zarista e la formazione dell'Urss*, Napoli, 2003.

CHETERIAN, Vicken, *War and Peace in the Caucasus, Russia's Troubled Frontier*, Hurst, Londres, 2008.

CORNELL, Svante and STARR, Fredrick (eds.), "*Guns of August, Russia's war in Georgia in 2008*", New-York, ME Sharpe, 2009.

DAUCÉ, Françoise, SERRANO, Silvia (éd.) « A l'Est de l'Europe : quel voisinage partagé ? », *Revue d'Etudes Politiques et Constitutionnelles Est-Européennes*, 2008, n°2.

DELCOUR, Laure et TULMETS, Elsa (éd.) *Pioneer Europe?*, Nomos, 2008.

ELIAS, Norbert, *La dynamique de l'Occident, 1975,* rééd. Agora Pocket, Paris, 2003.

GORDADZÉ, Thornike « L'effort historiographique de l'invention de la nation géorgienne », *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest,* Vol. 30, mars 1999, pp. 53-80.

MALACHENKO, Alexeï, *Ramzan Kadyrov, rossijskij politik kavkazskoj nacional'nosti (Ramzan Kadyrov, homme politique russe de nationalité caucasienne),* Rosspen, Moscou, 2000.

MALACHENKO, Alexeï, « Le Caucase du Nord, « homme malade de la Russie », IFRI, juillet 2011.

MARTIN, Terry, *The Affirmative Action Empire : Nations and Nationalism in the Soviet Union, 1923-1939,* Cornell University Press, 2001.

MARTIN, Terry et SUNY Ronald Grigor (ed.), *A State of Nations : Empire and Nation-making in the Age of Lenin and Stalin,* Oxford University Press, New York, Oxford University Press, 2001.

MERLIN, Aude, SERRANO, Silvia (dir.), *Ordres et désordres au Caucase*, Editions universitaires de Bruxelles, Bruxelles, 2010.

MINASSIAN, Gaïdz (dir.) *Eurasie, au cœur de la sécurité mondiale*, Paris, Autrement, 2011, et G. Minassian, *Le Caucase du Sud, la nouvelle guerre froide*, Autrement, Paris, 2006.

MINASSIAN, Gaïdz, *Le Caucase du Sud, la nouvelle guerre froide*, Autrement, Paris, 2006.

MITCHELL, Lincoln A., *Uncertain Democracy: U.S. Foreign Policy and Georgia's Rose Revolution*, Cloth Penn Press, 2008.

MOURADIAN, Claire, « The mountainous Karabagh Question : an international conflict or a decolonisation crisis ?", *The Armenian Review*, Boston, 1990, 43/2-3, pp. 1-34.

MOURADIAN, Claire, « Les Russes au Caucase », in M. Ferro (dir..), *Le livre noir de la colonisation, Paris,* Hachette littérature, 2005 (nouvelle édition), p. 523-542.

RADVANYI, Jean, « Un héritage paradoxal : la fabrication des entités nationales territoriales au Caucase », in F. Longuet-Marx (dir..), « Le Caucase : axes anciens, nouveaux enjeux », *Nouveaux mondes,* Eté 1998, Genève, N°8, pp. 1-7.

RUPNIK, Jacques (dir..), *Les banlieues de l'Europe. L' Union européenne et ses voisinages*, Presses de Sciences Po, Paris, 2007.

SERRANO, Silvia, *Géorgie. Sortie d'empire,* ed. du CNRS, Paris, 2007.

SERRANO, Silvia, « Le conflit russo-géorgien», *Questions internationales*, N°37, mai-juin 2009, pp. 63-69.

SHNIRELMAN, Viktor A., *The value of the past: myths, identity and politics in Transcaucasia,* National Museum of Ethnology, Osaka, 2001.

TILLY, Charles, "War Making and State Making as Organized Crime", in P. Evans, D. Rueschemeyer et T. Skocpol (éd.), *Bringing the State Back In, Cambridge,* Cambridge University Press, 1985.

TILLY, Charles, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990-1990*, Aubier, 1992.

URJEWICZ, Charles, « Les conflits postsoviétiques. Essai de typologie », *Notes et Études documentaires*, 1993.

*« Armenia and Azerbaijan: Preventing War, Policy Briefing, Europe Briefing N°60,* ICG, 8 février 2011, http://www.crisisgroup.org/~/media/Files/europe/caucasus/B60%20Armenia%20and %20Azerbaijan%20---%20Preventing%20War.pdf

*Une société sous contrôle*, *Du détournement de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme en Russie*, Rapport FIDH 2009, www.fidh.org.

Le site d'information www.civil.ge les 11 octobre 2010, 24 décembre 2010, 18 février 2011, 20 mai 2011.

Site du SIPRI,

http://milexdata.sipri.org/result.php4